

MESSAGE DU PRÉSIDENT

Message from the Chairman

Les dossiers de commerce international ont monopolisé une bonne partie de nos énergies en 2005.

Les discussions en vue d'en arriver à une entente sur l'agriculture à l'Organisation mondiale du commerce nous ont tenus en haleine jusqu'en décembre, alors qu'avait lieu à Hong Kong la conférence regroupant les ministres du Commerce des pays membres. Ceux-ci devaient, par leur présence, permettre le déblocage des négociations, particulièrement dans le secteur agricole.



Nous avons donc, au cours de l'automne, accentué nos rencontres avec les députés et ministres tant au niveau provincial que national. Le gouvernement du Québec nous a appuyés sans équivoque, faisant adopter une motion par l'Assemblée nationale demandant que le gouvernement canadien spécifie le mandat de négociation de nos représentants à Hong Kong pour qu'il n'y ait pas de réduction des tarifs douaniers et que ne soit pas accordé d'accès supplémentaire à nos marchés. Cette initiative a fait en sorte que quatre autres assemblées parlementaires provinciales se sont jointes à celle du Québec. La Chambre des communes a également adopté unanimement une motion semblable à Ottawa, démontrant ainsi son soutien politique à la gestion de l'offre au Canada.

L'entente finalement conclue lors de cette conférence ministérielle va permettre de poursuivre la négociation. L'échéance est maintenant fixée à juillet 2006. Bien que nous n'ayons rien perdu à ce jour, la suite des événements sera critique. Les ministres concernés devront faire preuve de leadership et respecter la motion que le Parlement a adoptée.

Parallèlement à nos démarches auprès des élus, nous avons continué à travailler avec nos partenaires de l'Union des producteurs agricoles et des autres groupes sous gestion de l'offre afin d'augmenter les effectifs de GO5 Coalition pour un modèle agricole équitable, la gestion de l'offre, qui sont passés à 30 000 membres. D'autres actions, tels la marche et le rassemblement de solidarité qui réunissaient quelque 1000 représentants de la coalition sur le thème « D'abord nourrir notre monde », ont permis également à des personnalités prestigieuses de l'agriculture et de la société civile québécoise, canadienne et internationale de témoigner leur soutien à notre modèle.

Pour ce qui est du contrôle des importations, la situation s'est aggravée. Au début de 2006, la Cour d'appel fédérale a confirmé une décision du Tribunal canadien du commerce extérieur permettant l'entrée sans droits de douane d'un concentré protéique laitier. Avec la technologie actuelle, jusqu'à 25 % de toutes les protéines laitières actuellement utilisées dans le marché du lait de transformation pourraient être remplacées par de tels ingrédients importés.

En plus de subir des pertes financières, nous risquons de nous retrouver avec un surplus de solides non gras que le système ne pourra absorber. Si rien n'est fait, l'équilibre actuel entre les transformateurs et les producteurs risque d'être rompu. Ce dossier sera déterminant pour l'avenir de la gestion de l'offre au Canada et, pour cette raison, l'industrie doit unanimement demander la limitation des importations de protéines laitières.

Le gouvernement fédéral doit prendre les mesures réglementaires ou législatives nécessaires pour stopper ces importations ou, comme le font la plupart des pays, procéder au rachat des surplus de poudre de lait. Les producteurs ne pourront prendre à leur compte la négligence des autorités fédérales qui ont laissé entrer ces protéines.

Du côté du prix du lait, nous avons réussi à conserver 4,63 ¢ le litre des 5 ¢ obtenus en février 2005. À partir de 2007 et pour les trois prochaines années, nous allons utiliser, pour l'établissement du prix du lait de consommation, une formule d'indexation basée notamment sur les coûts directs à la ferme et sur l'inflation. Il y a également des discussions au niveau national en vue d'instaurer un nouveau mécanisme de fixation du prix du lait de transformation.

Nos actions dans les dossiers concernant le commerce international, les importations de substances laitières et le prix du lait nécessiteront la solidarité des producteurs laitiers à travers le Canada. Pour obtenir le maximum de résultats, ils devront tous être unis. Cela passera sans doute par la mise en place d'un pool national sur tout le lait et par l'établissement d'une véritable politique laitière.

Les dossiers que nous aurons à traiter en 2006 seront majeurs pour l'avenir de la production laitière et de l'agriculture

du Québec. Nous sommes à un moment charnière de notre histoire où, comme on le dit souvent, la planète est devenue un village, alors que les enjeux pour les agriculteurs sont de plus en plus complexes. Mais notre objectif, pour l'essentiel, ne change pas : obtenir des revenus suffisants visant à nous permettre de vivre fièrement de notre production et de notre travail.

International trade issues monopolized much of our energies in 2005.

The negotiations to reach an agreement on agriculture at the World Trade Organization riveted our attention until December, when the Ministerial Conference was held in Hong Kong, bringing together the Trade Ministers of the member countries. Their presence was expected to unblock the negotiations, particularly in the agricultural sector.

We therefore stepped up our meetings in the fall with elected representatives and ministers at the provincial and national levels. The Government of Quebec supported us unequivocally, having the National Assembly adopt a motion calling on the Government of Canada to specify the negotiating mandate of our representatives in Hong Kong so that there would be no reduction in custom tariffs and no additional access granted to our markets. This initiative prompted four other provincial legislatures to join Quebec. The House of Commons also unanimously adopted a similar motion, thereby showing its political support for supply management in Canada.

The agreement finally reached at this Ministerial Conference will allow the negotiations to continue. The deadline is now July 2006. Although we have lost nothing up to now, subsequent events will be critical. The Ministers involved will have to show leadership and respect the motion adopted by Parliament.

Parallel to our representation to MPs and MNAs, we continued to work with our Union des producteurs agricoles partners and other supply management groups to increase membership in the GO5 Coalition for a Fair Farming Model, Supply Management, which has grown to 30,000 members. Other actions, such as the solidarity march and rally that brought some 1,000 representatives of the coalition together under the theme "Feed our own people first" also gave well-known members of the agricultural community and Quebec, Canadian and international public figures the opportunity to show support for our model.

Regarding import control, the situation has worsened. At the beginning of 2006, the Federal Court of Appeal upheld a decision of the Canadian International Trade Tribunal, allowing a milk protein concentrate to enter Canada duty free. With existing technology, up to 25% of all milk proteins currently used on the industrial milk market could be replaced by such imported ingredients.

In addition to financial losses, we risk ending up with a solids non-fat surplus that the system will be unable to support. If nothing is done, the current balance between processors and producers is likely to be shattered. This issue will be crucial to the future of supply management in Canada and, for this reason, the industry must be unanimous in calling for limits on milk protein imports.

The federal government must take the necessary regulatory or legislative measures to stop these imports or, as most countries do, buy up milk powder surpluses. Producers cannot bear the cost of the negligence shown by federal authorities when they let these proteins into the country.

As regards the price of milk, we have managed to keep 4.63¢ per litre of the 5¢ obtained in February 2005. Starting in 2007, and for the next three years, the price of fluid milk will be established on an indexing formula based mostly on direct on-farm costs and inflation. There are also discussions under way at the national level to institute a new mechanism for determining the price of industrial milk.

The action we have taken on international trade, imports of milk ingredients and the price of milk will require the solidarity of dairy producers across Canada. To obtain maximum results, all producers will have to be united. This will no doubt involve the creation of a national all-milk pool and the establishment of a real dairy policy.

The issues we will have to discuss in 2006 will be of major importance to the future of Quebec dairy production and agriculture. This is a pivotal point in our history when, as is often said, the world has become a global village while the issues at stake for farmers are increasingly complex. But our objective, for the most part, does not change: earning enough income to make a proud living from our production and our labour.



Marcel Groleau, président
Marcel Groleau, Chairman